

Le 24 novembre 2021, **27 enfants, femmes et hommes mouraient noyés** au large de Calais

Combien faudra-t-il encore de drames avant de se décider à agir ?

LETTRE OUVERTE À:

Monsieur le président de la République, Monsieur le premier Ministre,

Mesdames et Messieurs les préfets de Région

Mesdames et Messieurs les parlementaires de la Région Hauts-de-France.

Monsieur le président de la Région Hauts-de-France

Jeudi 3 octobre 2013 : 366 migrants clandestins périssent dans un naufrage près de Lampedusa.

Mercredi 24 novembre 2021 : 27 exilés périssent dans le naufrage d'une embarcation précaire au large de Calais.

Entre ces 2 dates, 23 000 personnes ayant fui leur pays dans l'espoir d'un avenir meilleur pour eux et pour leurs enfants sont mortes ou disparues.

La liste dramatique des accidents tragiques et mortels qui jalonnent l'histoire des personnes cherchant refuge en Europe et ailleurs ne cesse de s'allonger.

La CFDT défend les valeurs de respect de la dignité humaine, des droits de l'homme, de liberté, de solidarité, de démocratie. C'est au nom de ces valeurs que la CFDT Hauts-de-France, interpelle aujourd'hui sur la question migratoire en général, l'accueil des femmes, hommes, enfants migrants en particulier.

Les images chocs et les politiques inadaptées entretiennent le fantasme d'une migration devenue incontrôlable et surtout ingérable. Plus encore, elles sont un terreau pour les partis d'extrême droite qui entretiennent dans le paysage médiatique des propos haineux, xénophobes et d'incitation à la haine raciale, privant ainsi les Français d'une parole raisonnée et des débats sereins qu'ils méritent.

 Parler de l'immigration c'est repenser l'accueil des demandeurs d'asile et résorber les campements insalubres dans lesquels tentent de survivre nombre d'entre eux y compris des mineurs isolés, c'est parler de la construction d'une véritable politique d'insertion de celles et ceux qui ont obtenu le droit de résider sur notre territoire.

- Parler de l'immigration, c'est mettre en place un droit lisible, applicable, bâti sur les règles éthiques qui cimentent notre société.
- Parler de l'immigration, c'est rappeler qu'il est illusoire de mettre des murs et barbelés autour de nos territoires parce que les problèmes du monde finissent tôt ou tard par nous rattraper si nous refusons de les affronter.
- Parler de l'immigration, c'est rappeler que cela ne doit pas se réduire à des propos nauséabonds de campagne électorale avec des candidat.es qui instrumentalisent la question migratoire pour agiter des peurs irraisonnées.
- Mais parler de l'immigration, c'est aussi se préoccuper de ceux qui vivent et qui travaillent au plus près des questions migratoires : les habitants, les policiers, les agents des préfectures, les travailleurs sociaux, enseignants, les salariés des entreprises, les associations, les organisations syndicales...

La CFDT appelle à la création d'un véritable dispositif humanitaire de prise en charge des personnes naufragées. Dispositif qui devrait comprendre une consultation automatique d'évaluation sanitaire, une mise à l'abri d'urgence, une protection immédiate des rescapés mineurs, une réponse aux besoins urgents et une information claire et compréhensible par tous sur leurs droits. C'est une urgence pour les migrants qui risquent leur vie, mais aussi pour les professionnels confrontés à l'absence de moyens. Personne ne mérite de mourir en mer, personne ne mérite non plus de repêcher les morts.

La CFDT appelle, au développement de voies légales d'accès au Royaume-Uni, en pleine concertation avec les autorités britanniques, qu'il s'agisse du renforcement du dispositif de réunification familiale ou de la mise en place d'une instruction britannique des demandes d'asile à la frontière.

En parallèle, la CFDT demande l'activation de la clause humanitaire Dublin qui pourrait permettre aux personnes de demander une protection sur le territoire français plutôt que de risquer une traversée au péril de leur vie.

Le Président de la République Emmanuel Macron assurera la Présidence Française du Conseil de l'Union Européenne (PFUE) au 1^{er} semestre 2022.

Durant ces 6 mois de PFUE, la CFDT Hauts-de-France, avec La Confédération Européenne des Syndicats, exhortent le président de la République et les 27 pays membres de l'Union européenne à construire des réponses pérennes sur la question migratoire en y incluant un accueil digne et bienveillant des demandeurs d'asiles et des réfugiés en Europe.

La CFDT Hauts-de-France appelle également le président de la République et les responsables des États membres de l'Europe, mais aussi et surtout les responsables politiques de Grande-Bretagne à construire une véritable politique commune sur l'immigration et à engager une harmonisation des règles de reconnaissance du statut de réfugié pour un véritable système d'asile européen. La France doit peser en ce sens.

Mais dès maintenant, la CFDT Hauts-de-France demande que les pouvoirs publics dans les Hauts-de-France aient à l'égard des migrants une politique humaniste volontariste, pour éviter à tout prix ces drames.

La CFDT Hauts-de-France revendique auprès des pouvoirs publics de notre région, l'organisation d'une concertation multi partite et d'un travail de fond sur la crise migratoire qui impacte le littoral des Hauts-de-France, avec pour objectifs de :

- Repenser l'accueil des demandeurs d'asile et résorber les campements insalubres dans lesquels tentent de survivre nombre d'entre eux.
- Créer des dispositifs d'accueil inconditionnel et dispersés sur le littoral pour éliminer les conditions de vie indignes dans lesquelles ces personnes sont plongées sur les campements informels.
- Améliorer l'information sur les droits et les protections existant en France.
- Accueillir dignement les migrants dans des structures à taille humaine au sein desquelles ils pourraient être accompagnés dans la construction de leur parcours.
- Construire une véritable politique régionale d'insertion de celles et ceux qui ont obtenu le droit de résider sur notre territoire
- Accompagner et soutenir les professionnels de notre région (policiers, douaniers, enseignants, agents des collectivités, travailleurs sociaux, professionnels de santé...), concernés par les politiques migratoires
- Accompagner et soutenir les structures associatives, les bénévoles et militants qui ont des missions d'aide humanitaire auprès des migrants et qui sont parfois malmenés par des accusations de rébellion, d'entrave....
- Définir une stratégie offensive de démantèlement et de lutte contre les réseaux mafieux de passeurs qui ont construit leur « modèle économique » sur la souffrance et la mort.

Michel CREPIN, Secrétaire Général CFDT Hauts-de-France

Contact: 06 83 34 31 621